



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°130 19 OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**LE FMI
REVOIT A LA
BAISSE SES
PERSPECTIVES
DE
CROISSANCE**

**NIGERIA : LANCEMENT
DE L'EUROPEAN
BUSINESS
ORGANISATION (EBO)
LORS DU 7^E EU-
NIGERIA BUSINESS
FORUM**

**LANCEMENT OFFICIEL
DU PROJET REGIONAL
« ALLIANCE MONDIALE
CONTRE LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE PLUS »**

**ZAMBIE : *FITCH*
DEGRADE LA
NOTATION
SOVERAINE DE LA
DETTE EN DEVISES**

**CAP-VERT : LE PIB
ENREGISTRE UNE
CROISSANCE DE
5,9% AU DEUXIEME
TRIMESTRE 2018**

**MALI :
ACCROISSEMENT DE
21% DE LA
PRODUCTION
AURIFERE
INDUSTRIELLE**

**CONGO-
BRAZZAVILLE : LES
CONTOURS DU
SECTEUR DE
L'ENERGIE SE
PRECISENT**

**TOGO : LA HOLDING
TOGOCOM
OUVRE SON CAPITAL
AUX OPERATEURS
PRIVES**

**CONGO-
BRAZZAVILLE : LE
PORT AUTONOME
DE BRAZZAVILLE
AUGMENTE SES
TARIFS**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Publication du *World Economic Outlook* par le Fonds Monétaire International (FMI)

A l'occasion du début des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, ce dernier a publié le 8 octobre son [World Economic Outlook \(WEO\)](#). Ce rapport, publié deux fois par an, propose une analyse des perspectives économiques mondiales. Il contient des indicateurs macroéconomiques et des prévisions mises à jour pour la quasi-totalité des pays du monde. Cette dernière édition du rapport indique que les prévisions de croissance du FMI ont été revues à la baisse, autant au niveau mondial qu'à l'échelle de l'Afrique Sub-saharienne : en 2018, la croissance de cette dernière devrait atteindre 3,1% (contre 3,4% lors la publication du dernier WEO).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Le FMI revoit à la baisse ses perspectives de croissance

Le taux de croissance du PIB de l'Afrique sub-saharienne pour 2018 a été revu à la baisse, avec une prévision à 3,1% contre 3,4% précédemment. Les prévisions pour 2019 à 3,8% restent inchangées. Au Nigeria, les projections de juillet dernier à 2,1% pour 2018 ont été revues à la baisse de -20 pb, et la croissance atteindrait 1,9%. Au Ghana, les prévisions de croissance restent les mêmes qu'en avril 2018, néanmoins l'inflation moyenne pour 2018 a été revue à la hausse de 80 pb. Enfin, la croissance économique du Liberia a été revue à la baisse (-20 pb pour 2018 et 2019, à 3% et 4,5% respectivement), alors que la Sierra Leone a vu ses perspectives de croissance s'améliorer pour 2018 (+20 pb, soit 3,7%) et se détériorer pour 2019 (-10 pb soit 5,5%).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ La Banque mondiale publie un nouvel indice de capital humain

Cet indicateur, compris entre 0 et 1, mesure la quantité de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer avoir accumulé d'ici l'âge de 18 ans. L'indice est égal à 1 lorsqu'elle est maximale. Il est construit à partir de 5 variables : (1) la probabilité pour un nouveau-né d'atteindre l'âge de 5 ans ; (2) le nombre d'années de scolarisation espérées pour un enfant ; (3) un score évaluant la qualité d'apprentissage ; (4) la proportion des individus âgés de 15 ans qui atteindront l'âge de 60 ans ; (5) la proportion d'enfants qui n'ont pas de retard de croissance. Ce classement réalisé sur 157 pays place le Ghana au 116^e rang et la Sierra Leone, le Nigeria et le Libéria respectivement à la 151^e, 152^e et 153^e position.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ **Lancement officiel du projet régional « Alliance mondiale contre le changement climatique plus » (AMCC+/GCCA+) le 18 octobre prochain à Abuja**

Le projet AMCC+ Afrique de l'Ouest, doté d'un budget de 12,1 MEUR sur une durée de 4 ans financé par l'Union européenne, sera mis en œuvre par la CEDEAO (en partenariat avec Expertise France et le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel, CILSS). Il s'inscrit dans le cadre du programme global intra-Etats d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique (ACP) du même nom. Il constitue la 2^e phase d'une initiative lancée en 2007 par la Commission Européenne. Les deux piliers de l'AMCC+ sont le dialogue politique et technique, et le soutien à la mise en œuvre de politiques nationales d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques.

✉ diazv@afd.fr

▼ **Régional : lancement d'un nouveau dispositif public de réassurance en Éthiopie et aux Comores**

Afin d'accompagner les PME et ETI françaises vers 17 pays pour lesquels une défaillance du marché assurantiel de couverture des crédits-export de court terme a été constatée, le ministère français de l'Économie et des Finances a lancé un outil de réassurance de contrats d'assurance-crédit court terme (un an) baptisé « Cap Francexport ». Ce dispositif permettra de couvrir le risque de non-paiement pour des faits politiques et/ou commerciaux en faisant appel à l'un des quatre assureurs-crédit signataires (Atradius, Coface, Euler Hermes et Groupama) – dont les engagements seront réassurés par Bpifrance Assurance Export. Dans la zone Afrique de l'Est et Océan indien, deux pays sont concernés : l'Éthiopie et les Comores.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Hapag-Lloyd renforce ses lignes de transport en direction du Sénégal et de la Mauritanie**

La compagnie allemande de transport maritime Hapag-Lloyd, associée à l'armateur turc Arkas, lance une seconde ligne régulière entre l'Europe du Nord et l'Afrique de l'Ouest, devant desservir Nouakchott et Dakar chaque semaine avec une rotation effectuée en quatre semaines. Cette nouvelle ligne, dénommée « Dakar Express », utilisera quatre porte-conteneurs de 1 700 EVP (Equivalent vingt pieds). La compagnie a également ouvert début mai un nouveau bureau d'une trentaine de salariés à Tema (Ghana) pour superviser toute l'Afrique de l'Ouest.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Malawi : Publication du rapport économique mensuel de la Banque centrale pour le mois d'août

La Banque centrale du Malawi a publié le 10 octobre son rapport économique mensuel. Selon ce rapport, les réserves de change du pays sont restées quasi inchangées 746 MUSD en juillet (contre 747 MUSD en juillet), représentant une couverture de 3,6 mois d'importations. L'inflation a, quant à elle, continué d'accélérer à 9,3% en septembre (contre 9% au mois précédent) en raison de l'augmentation des prix alimentaires.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Accélération de l'inflation au mois de septembre

Au mois de septembre, l'indice des prix à la consommation a progressé à 4,8% (contre 4,4% au mois d'août), son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. En moyenne, sur les neuf premiers mois de l'année, l'inflation s'établit à 4%. Ce mois, l'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du prix des transports (+13% par rapport à la même période l'an passé).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : Fitch dégrade la notation souveraine de la dette en devises

Le jeudi 11 octobre, l'agence de notation *Fitch* a dégradé la note de la dette de long terme libellée en devises de B à B-. Cette dégradation est associée de surcroît d'une perspective négative. Le pays s'enfonce un peu plus dans la catégorie « *speculative* ». Pour expliquer cette dégradation, l'agence évoque un effort trop timide de consolidation budgétaire lors de la présentation du budget par la ministre des Finances le mois dernier. Les prévisions de déficit budgétaire ont en effet été revues à la hausse pour 2017 (passant de 7% à 7,9% du PIB) ainsi que les prévisions de dettes publique pour 2018 (à 69% contre 64% du PIB auparavant). L'agence évoque également ailleurs, la dépréciation du kwacha (de près de 17% en un mois) qui participe à l'augmentation du poids de la dette externe libellée en devises et à l'accélération de l'inflation.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 23,4% de la population vivaient sous le seuil de 1 USD par jour

D'après une enquête du Bureau des statistiques ghanéen (Ghana Statistical Service, GSS) à paraître, 6,8 millions de personnes, soit 23,4% de la population, vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté, soit avec moins de 1 USD/jour (soit moins de 5 GHC) en 2017. Ce taux était de 24,2% en 2006. Parmi elles, 2,4 millions vivaient avec un revenu journalier inférieur à 3 GHC. Les trois régions du Nord du Ghana (Northern Region, Upper East Region et Upper West Region) concentreraient près de 40% de la population pauvre.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigeria : pour la 2^{ème} année consécutive, le Nigeria est dernier du classement d'Oxfam sur l'implication des gouvernements à réduire les inégalités**

L'indice CRI est un indice composite qui vise à mesurer les moyens mis en œuvre par les gouvernements pour réduire les inégalités socio-économiques. Il est construit à partir de données sur les dépenses sociales (part dans les dépenses publiques et impact sur les inégalités), la politique fiscale (progressivité, impact sur les inégalités, efficacité de la collecte) et les droits du travail (législation, prise en compte des questions de genre, salaire minimum). Critiqué pour la stagnation de ses dépenses sociales, le Nigeria reste, comme en 2017, dernier du classement général, malgré une amélioration en matière de politique fiscale.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : perspectives de croissance positives pour 2019 selon la Banque mondiale**

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, la croissance kényane devrait s'établir à 5,8 % en 2019 et passer la barre des 6,0 % en 2020, et ce grâce à l'augmentation des transferts de la diaspora et à la hausse des revenus des ménages rendue possible par une amélioration des récoltes agricoles. Ces perspectives positives demeurent toutefois en deçà de celles du FMI, qui estime pour sa part que la croissance kényane atteindra 6,0 % dès 2019 et 6,2 % en 2020.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : le secteur de l'immobilier de plus en plus impacté par la multiplication des démolitions de bâtiments**

Dans son dernier rapport le cabinet immobilier *Hass Consulting* alerte sur la multiplication des démolitions de bâtiments. Selon les autorités, ces démolitions, parmi lesquelles *Westgate*, *Airgate* ou encore le *Southern Mall*, sont justifiées car ces bâtiments empiètent sur le milieu riverain et routier. Elles s'inscrivent plus largement dans la politique anti-corruption du président Kenyatta. Selon *Hass Consulting*, près de 50 % des bâtiments démolis par l'Etat disposaient de titres de propriété en règles, signés et approuvés par des agences publiques. Cette nouvelle politique entraînerait ainsi une défiance des investisseurs, qui n'auraient plus confiance dans la validité des titres de propriété. Cette défiance pourrait expliquer en partie le ralentissement de la croissance de l'indice des prix du terrain, établie à 0,2 % au T3 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : alignement des taux de change

La banque centrale a procédé le 14 octobre à un ajustement du taux de change bancaire, de 47,5 SDG/USD à 46,95 ; le taux du marché, dit parallèle, s'établissant pour sa part à 47 SDG/USD. Après l'assèchement des liquidités par la banque centrale, à l'œuvre depuis février dernier, qui a conduit à un amincissement des espèces disponibles pour les banques, la situation de ces dernières semble s'améliorer : les retraits des particuliers, quoique toujours imités à quelques milliers de SDG, semblent désormais plus aisés, en guichet et dans les distributeurs de billets.

✉ olivier.biltz@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan du Sud : nette augmentation des personnes en situation d'insécurité alimentaire

Selon le dernier rapport Integrated Food Security Phase Classification d'OCHA pour le Soudan du Sud couvrant la période Janvier-Juillet 2018, plus de 5,3 millions de personnes - soit 48 % de la population – se trouve actuellement en situation d'insécurité alimentaire sévère, soit une augmentation de 40 % par rapport à janvier 2017. Un million de personnes seraient même en situation d'urgence humanitaire. La dégradation de l'accès des populations à des sources alimentaires pérennes est le produit d'une situation sécuritaire difficile et de mouvements internes de populations limitant les récoltes à 61 % des besoins du pays en 2018, une situation encore aggravée par des chocs climatiques répétés tels que des sécheresses, des inondations et des infestations parasitaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : le PIB enregistre une croissance de 5,9% au deuxième trimestre 2018

Le PIB du Cap Vert a enregistré au 2ème trimestre 2018, une hausse de 5,9% en glissement annuel. Selon l'Institut national des statistiques (INE), cette croissance a été principalement tirée par (i) les dépenses de consommation finale des administrations publiques, qui ont connu au 2ème trimestre une hausse de 21,2% en g.a. et (ii) les exportations de biens et services (+27,7% en g.a., contre +16,7% pour les importations). Le secteur agricole et les transports sont respectivement en baisse de 13,6% et 7,5%. Les industries manufacturières enregistrent une hausse de 9,4%, comme le secteur de la construction (+8,6%) et celui du commerce (+8,0%).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : accroissement de 21% de la production aurifère industrielle (60 tonnes annuelles)

Selon le ministère des Mines, la production aurifère industrielle du Mali (3ème pays africain producteur d'or derrière l'Afrique du Sud et le Ghana) serait en hausse de 21%, soit une production totale de 60 tonnes en 2018. Cette évolution résulte de l'entrée en production des sites miniers (or) de Fekola (Canadien B2Gold) dans le cercle de Kéniéba (Kayes) et de Komana (Hummingbird Ressources) dans la région de Sikasso. En juillet, les compagnies minières avaient produit 34,6 tonnes contre une prévision de 33,5 tonnes.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : adoption du projet de loi de finances initiale (LFI) 2019**

Il s'élève à 4 071,8 Mds FCFA (6 Mds EUR) contre 3 774,7 Mds (5,7 Mds EUR) en 2018 (+8%). La LFI est bâtie sur une prévision de croissance à 7% et un déficit budgétaire en baisse de 3,5 à 3%. Les ressources domestiques devraient connaître une hausse de 15,4% par rapport à la Loi de finances révisée 2018, pour s'établir à 2 765,6 Mds FCFA (4,2 Mds EUR) et les ressources externes sont programmées à 1 172 Mds FCFA (1,8 Mds EUR). Les deux principaux postes de dépenses sont (i) le service de la dette, en baisse de 2% par rapport à 2018, et (ii) la masse salariale, en progression de 8,8%. La LFI 2019 intègre la poursuite des programmes du Plan Sénégal Emergent (PSE).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Angola : La mise en place de la TVA repoussée au 1^{er} juillet 2019

Initialement prévue pour le 1^{er} janvier 2019, l'instauration de l'*Imposto sobre Valor Acrescentado* (TVA) a été reportée au 1^{er} juillet 2019. Selon le directeur du groupe technique pilotant l'opération, ce report, approuvé par le FMI, est notamment dû à un retard dans l'adoption des lois et normes relatives à la mise en œuvre de cette nouvelle taxe. Les autorités prévoient d'instaurer un taux unique de 14%, dont certains produits de première nécessité seront exemptés.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la contribution du secteur informel à l'économie atteindrait 28,6% du PIB

En 2017, selon l'institut de statistiques ghanéen, le secteur informel aurait contribué à hauteur de 73 Mds GHC (13,3 Mds EUR) à la création de richesses dans le pays, soit 28,6% du PIB, contre 29,2% en 2013. Toutefois, les difficultés méthodologiques propres à une telle estimation entraînent probablement sa sous-estimation. Afin d'accroître le degré de formalisation de l'économie, les citoyens ghanéens sont tenus depuis avril 2017 de s'enregistrer auprès des autorités fiscales afin de se voir attribuer un numéro d'identification, désormais indispensable à de nombreuses démarches (ouverture d'un compte bancaire ou téléphonique, enregistrement pour une activité commerciale, entre autres).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : lancement de l'European Business Organisation (EBO) lors du 7^e EU-Nigeria Business Forum

Son objectif est de favoriser le dialogue politique des entreprises européennes avec les autorités nigérianes et le secteur privé local, afin d'améliorer le climat des affaires et ainsi contribuer à renforcer le commerce et les investissements européens au Nigéria. Plus de la moitié de ses 19 membres fondateurs sont des entreprises françaises. Plusieurs personnalités étaient présentes lors de son lancement officiel à Lagos, dont S.E. M. Jérôme Pasquier, Ambassadeur de France au Nigéria. Présidé par Mme Folashade Ambrose-Medebem (Lafarge Africa Plc), l'EBO Nigeria compte 7 autres membres à son conseil d'administration dont le français Bureau Veritas.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : réouverture d'une liaison aérienne commerciale entre Addis Abeba et Mogadiscio**

Après 41 ans d'interruption, les liaisons aériennes entre les capitales éthiopienne et somalienne ont repris le 13 octobre 2018 avec un vol de la compagnie privée éthiopienne *National Airways*. *Ethiopian Airlines* a annoncé qu'elle effectuerait trois vols hebdomadaires à partir du 2 novembre 2018. En juillet 2018, des vols directs entre Addis Abeba et Asmara (Érythrée) avaient déjà été rétablis, après vingt ans d'interruption, à la suite du rapprochement historique entre les deux pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : enquête en cours de la Direction des investigations criminelles relative aux bonbonnes de gaz défectueuses**

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du projet Mwananchi chiffré à 30 MUSD, financé par le gouvernement et mis en œuvre par le ministère du pétrole et des mines. Ce dernier vise à encourager l'utilisation d'énergie propre en subventionnant à hauteur de 50 % près d'un million de bouteilles de gaz à destination des ménages les plus pauvres. Alors que les premières bouteilles devaient être livrées mi-2019, les premières livraisons à l'entreprise publique *National Oil* font état de plus d'un tiers de bouteilles défectueuses, dont certaines présentent un risque d'explosion, mettant ainsi en danger les utilisateurs. Une enquête de la Direction des investigations criminelles est en cours ; elle vise à identifier les fournisseurs frauduleux et les défaillances à l'œuvre dans la procédure de passation de marché.

✉ Benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : appétit en croissance des fonds de pension pour le capital-investissement**

Les fonds de pension ont augmenté de 20 % leurs investissements dans les fonds de *real estate* ainsi que de *private equity* sur la période juin 2017-juin 2018. Selon la *Retirement Benefits Authority*, les fonds de pension cumuleraient 10 MUSD d'investissements dans les fonds de placement immobiliers fin juin 2018 contre 8,9 MUSD fin juin 2017 et 4,2 MUSD dans les fonds de *private equity* fin juin 2017 contre 2,5 MUSD un an auparavant. Au total les actifs des fonds de pension s'élèvent à 11 Mds USD. Selon la loi kényane, ces fonds peuvent investir jusqu'à 30 % de leurs actifs dans les fonds de placement immobilier et jusqu'à 10 % dans les fonds de capital investissement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : rejet par la CITES de toute compensation pour les détenteurs de bois précieux**

Début octobre, la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction) a constaté des améliorations dans la lutte contre l'exploitation et l'exportation illégales de bois précieux malgaches, au cours de la 70ème session de son comité permanent. Elle a validé le mécanisme de vérification et d'inventaire des stocks de bois de rose et d'ébène mais rejette le projet gouvernemental de compensation financière des détenteurs de bois précieux. Elle propose comme alternative la création d'un fonds d'affectation spécial indépendant. Jusqu'ici, 17% du total des stocks saisis et déclarés ont été inventoriés et 28 000 rondins de bois de rose saisis audités.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : suspension du programme de Vérification de la conformité (VOC)**

Ce programme, qui consiste en la vérification avant embarquement des marchandises destinées au marché ivoirien, avait démarré en juillet dernier par une phase pilote sur un nombre limité de produits. Quatre sociétés - Veritas (France), Cotecna Inspection (Suisse), Intertek (Royaume-Uni) et la Société Générale de Surveillance (Suisse) – ont été sélectionnées par le gouvernement ivoirien pour effectuer les vérifications. Le gouvernement a décidé de suspendre le programme, compte tenu de délais d'attente relativement longs pour l'obtention des certificats de conformité. Cette situation pénalise l'activité économique nationale et occasionne des pertes de recettes fiscales importantes pour l'Etat.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : adoption d'un nouveau schéma directeur d'aménagement de Bamako**

La ville de Bamako et ses environs disposent, depuis 1981, d'un schéma d'aménagement et d'urbanisme, révisé en 1990 et en 1995. Sa mise en œuvre n'ayant pas permis de répondre aux objectifs de développement visés, les autorités maliennes ont décidé d'adopter un nouveau schéma directeur. Il prendra en compte notamment l'aménagement des servitudes (berges) du fleuve Niger dans le district de Bamako ; la libération et l'aménagement des collecteurs naturels ; la délocalisation de certaines casernes des forces de défense et de sécurité ; la poursuite des programmes de réalisation des logements sociaux ; l'organisation du transport pour assurer la mobilité urbaine ou la protection de l'environnement et la gestion des déchets.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Afrique du Sud : Le fond immobilier *Diversity* investit 2 Mds ZAR dans la revitalisation du centre-ville de Johannesburg

Cet investissement important vise à faire de la zone située entre la tour ABSA et le quartier *Jewel City* une enceinte à usage mixte sur le modèle du quartier de Maboneng. L'enceinte qui reliera ce quartier combinera commerces et logements à prix abordables.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Le Trésor sud-africain accorde un financement « sécheresse » au Cap occidental

Un financement de 974 MZAR a été alloué au ministère de l'environnement du Cap occidental par le Trésor sud-africain pour couvrir les dégâts de la sécheresse et financer les programmes la prévenant. Plusieurs ministères et municipalités de la province vont bénéficier de ce fond : 28,9 MZAR seront investis dans des forages dans la zone de Theewaterskloof et 170 MZAR seront alloués au ministère provincial de l'agriculture pour aider les fermiers.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : lancement de la phase 2 GET FiT

Le programme d'énergie renouvelable GET FiT Zambia publie le calendrier de la deuxième phase de 100 MW de projets hydroélectriques de petite échelle (jusqu'à 20 MW). La procédure de pré-qualification aura lieu au quatrième trimestre 2018.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le Ghana, deuxième récipiendaire de prêts chinois en Afrique de l'Ouest

Selon une publication récente de l'OCDE, le Ghana aurait contracté près de 3,5 Mds USD de prêts chinois entre 2000 et 2017 et en serait le deuxième récipiendaire en Afrique de l'Ouest (10^{ème} en Afrique), derrière le Nigéria (4,8 Mds USD) et devant la Côte d'Ivoire (2,7 Mds USD). Ces financements ont été essentiellement consacrés à des projets d'électrification et d'infrastructures, notamment dans le domaine du transport. Comparés à des pays d'Afrique de l'Est, les montants engagés au Ghana demeurent relativement faibles et représenteraient 12% de la dette extérieure du pays (29 Mds USD).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Liberia : 6 MEUR d'appui budgétaire reçus dans le cadre du Programme indicatif national de l'Union européenne.**

Le versement de cet appui budgétaire au profit de l'Etat libérien, réalisé en septembre dernier, a été annoncé le 5 octobre. Il constitue la première tranche d'un appui budgétaire global de 24 MEUR, complété par 3 MEUR de soutien dans la gestion des finances publiques et des statistiques. L'accord avait été décidé en mai 2018, puis signé début juin lors de la venue du Président libérien George Weah à Bruxelles à l'occasion des Journées européennes du développement. Ce programme doit s'étaler sur trois ans. Les deux prochaines tranches annuelles devraient être structurées en une part fixe de 3 MEUR, et une part variable de 6 MEUR dont les décaissements sont conditionnés.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : avancées des discussions entre le gouvernement et le FMI sur la demande d'un accord de Facilité élargie de crédit (FEC)**

La venue d'une délégation du FMI à Freetown du 18 septembre au 2 octobre 2018 a permis de trouver un accord sur les politiques économiques que le FMI pourrait appuyer dans le cadre d'un accord FEC. Il devrait être présenté au Conseil d'administration du FMI avant la fin de l'année. Malgré le creusement du déficit budgétaire (+40pb, soit - 5,2% du PIB) souligné lors de la consultation en juin dernier au titre de l'Article IV, attribué entre autres à la mauvaise performance du secteur minier, le chef de la délégation du FMI, Brian Aitken, a salué les efforts du gouvernement en matière de mobilisation des recettes fiscales et de gestion budgétaire.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : le gouvernement annule un contrat de 318 MUSD avec la Chine pour la construction d'un nouvel aéroport**

Le projet d'aéroport international de Mamamah devait venir remplacer l'aéroport existant de Lungi, séparé de Freetown par un estuaire nécessitant un trajet en ferry. Conclu par l'ancien Président Ernest Bai Koroma en mars dernier, le ministère des Transports et de l'Aviation a indiqué que ce projet n'était pas jugé rentable, alors que l'actuel aéroport est largement sous-utilisé. Financé par l'*Exim Bank of China*, le projet prévoyait également la construction d'une nouvelle ville et d'une zone économique et commerciale. À l'époque, la Banque mondiale et le FMI avaient jugé ce projet inutile, et avaient mis en garde contre le risque d'endettement.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : engagements financiers de l'Italie à hauteur de 21,5 MEUR**

Dans le cadre de la visite en Éthiopie, le 11 octobre 2018, du Premier ministre italien Giuseppe Conte, les deux pays ont signé des accords de prêts d'un montant total de 4,9 MEUR et de dons à hauteur de 16,6 MEUR soit un montant total de 21,5 MEUR. Ces aides sont destinées à financer des projets d'amélioration des services urbains de distribution d'eau et d'assainissement.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : le gouvernement rwandais cible 90 MUSD d'investissements dans l'agriculture**

Le *Rwanda Development Board* (RDB) et le ministère de l'Agriculture et des ressources animales (MINAGRI) ont pris l'engagement d'augmenter les investissements dans le secteur agricole de 53 MUSD à 90 MUSD annuels au cours des cinq prochaines années. L'objectif est d'attirer des investissements, d'améliorer les liens de marché et de renforcer la résilience du secteur agricole et agroalimentaire dans le but d'accroître les exportations et de créer d'avantage d'emplois. Cet engagement a été pris dans la lignée de la Stratégie Nationale pour la Transformation visant à améliorer la production.

✉ philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : financement de 594 MUSD de la Banque mondiale en faveur de l'éducation**

La représentante résidente de la Banque mondiale en Tanzanie, au Malawi, au Burundi et en Somalie, Mme Bella Bird, a annoncé l'octroi d'un financement de 594 MUSD pour soutenir l'éducation. Ce financement s'ajoute aux 25 projets de l'institution en cours de réalisation dans le pays. Totalisant près de 3,95 Mds USD, ceux-ci sont essentiellement destinés à améliorer le secteur du transport dans le pays. Au total, plus de 4,5 Mds USD de financements ont déjà été accordés par la banque en Tanzanie.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : prêt de 500 MUSD de la Banque égyptienne d'import-export (Afreximbank)**

Le ministre des finances et de la planification, le Dr Philip Isdor Mpango a annoncé, à Bali en Indonésie, que la Banque *Afreximbank* avait confirmé sa volonté d'accorder un prêt de 500 MUSD à la Tanzanie pour la mise en œuvre de projets infrastructures (SGR) et le développement des zones économiques spéciales (SEZ). Pour le SGR, le prêt financera le tronçon de 426 kilomètres au départ de Morogoro à Mkutopora, qui est la deuxième phase du projet après Dar es Salaam – Morogoro de 522 kilomètres. Le projet SGR estimé à 7 Mds USD reliera sur près de 1700 km la Tanzanie au Burundi et au Rwanda, il permettra une vitesse de croisière de 160 km/h et le transport de 17 M t de fret par an.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : le Danemark finance une partie du plan stratégique de la Direction générale des impôts**

L'Ambassadeur du Danemark a signé un accord de financement de 1,7 Md FCFA (2,7 M EUR) avec le Burkina Faso. Cette subvention servira au financement du plan stratégique 2017-2021 de la Direction générale des impôts (DGI) : i) mise en œuvre du cadastre fiscal, ii) développement des télé-procédures fiscales, iii) amélioration de la fiscalisation du secteur minier, iv) lutte contre la corruption et v) renforcement des capacités de pilotage et de coordination des réformes. Elle s'inscrit dans le cadre du protocole de coopération entre les deux pays pour le programme 2016-2020.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : inauguration de l'interconnexion électrique entre le Burkina Faso et le Ghana**

L'infrastructure comprend notamment un poste électrique, une ligne 225 kV de 188 km, l'extension de postes de connexion à Ouagadougou et l'électrification de 25 localités le long de la ligne. L'inauguration a eu lieu en présence du président du Burkina Faso et de son homologue ghanéen. Fonctionnelle depuis juin 2018, l'interconnexion entre Bolgatanga et Ouagadougou a coûté 55,6 Mds FCFA (84,7 M EUR), financée essentiellement par les partenaires techniques et financiers du Burkina (BM, AFD, UE). La Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) a contribué à hauteur de 1,7 Md FCFA (2,5 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : accord avec le Programme alimentaire mondiale (PAM) pour la création d'un centre régional de lutte contre la faim**

Le gouvernement ivoirien et le PAM ont paraphé un mémorandum d'entente pour la création d'un centre régional de lutte contre la faim et la malnutrition. Plateforme d'échange de solutions adaptées au contexte africain, ce centre d'excellence pour l'Afrique de l'Ouest permettra de capitaliser sur les réussites des pays de la région afin d'accroître les efforts d'élimination des deux fléaux. Cette initiative intervient dans le cadre du 2ème objectif de développement durable (ODD2) adopté par les Nations unies, visant à éradiquer la faim et la malnutrition, d'ici 2030. Pour mémoire, en Côte d'Ivoire, le taux de malnutrition aiguë a été estimé à 6%, en 2016.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : bitumage de l'axe Tiapoum-Allangouanou**

Les travaux de bitumage de l'axe Tiapoum-Allangouanou (Est de la Côte d'Ivoire) viennent d'être lancés. Le montant total de l'investissement est de 37 Mds FCFA (56,4 M EUR). La route longue de 33,5 km sera livrée dans 27 mois. L'entreprise ivoirienne Nicolas Srouji Etablissement Côte d'Ivoire (NSE-CI) est en charge de la construction.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 44 MW par Eiffage

Le groupe Eiffage sera chargé de la construction de la centrale hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty (44 MW) pour le compte de la société privée *Ivoire Hydro Energy*. Le coût total du projet s'élève à 140 M EUR dont 110 reviennent à Eiffage. Le barrage sur le fleuve Bandama, entre Yamoussoukro et Abidjan, devrait être mis en service en 2022. La BAfD est l'institution chef de file des prêteurs avec un apport de 50 M EUR. Le groupe Eiffage avait déjà été chargé de la réfection du pont Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : l'Union européenne investit pour l'émancipation des femmes

L'Union européenne, en partenariat avec les organisations de la société civile, a lancé à Fadema, un projet qui vise à promouvoir l'émancipation des femmes et renforcer leur participation à la croissance afin de la rendre plus inclusive et soutenable. Ce projet, d'une valeur d'1 M EUR, est prévu sur trois ans. Il sera mis en œuvre par *United purpose, Action-Aid* The Gambia, la Croix rouge espagnole et l'Association Mbolo.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : construction du Centre de conférence international Mahatma Gandhi

Le président nigérien Issoufou Mahamadou a présidé la cérémonie officielle de pose de la première pierre du Centre de conférence international Mahatma Gandhi (CCIMG) de Niamey. Ce projet est le fruit d'un financement indien, dans la perspective de la 33ème conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, prévue en juillet 2019 au Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Cameroun : le Bureau Veritas décroche le contrat de contrôle technique des travaux du barrage de Nachtigal (420 MW)

Le contrat signé le 28 septembre 2018 entre les directeurs respectifs de *Nachtigal Hydro Power Company* (NHPC) et bureau Veritas confie au bureau de certification la prestation de contrôle technique des travaux du barrage de Nachtigal (420 MW). Il s'agit du contrôle technique des travaux d'aménagement hydroélectrique Nachtigal-amont, de la ligne électrique de 225 000 volts d'évacuation d'énergie et de la cité d'exploitation. Pour rappel, il s'agit du plus important projet dans le secteur énergétique au Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : *Electricity Development Corporation (EDC)* lance un avis d'appel d'offres international pour le recrutement d'experts pour permettre l'accès à l'électricité dans 495 localités**

Pour mener à bien le projet de renforcement des réseaux électriques de transport et de distribution (Preretd), EDC sollicite l'appui d'experts pour les études, la fourniture, le montage et le raccordement de 65 100 branchements. A l'issue du projet, 495 localités du Cameroun réparties dans 28 départements pourront avoir accès à l'électricité. 23 100 branchements doivent être réalisés dans les régions du Centre et du Sud, 33 300 dans les régions du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et 8 700 dans le Nord et l'Extrême-Nord.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : l'Union européenne va appuyer la filière maïs**

La coopération avec l'Union européenne (UE) dans le secteur agricole vise à mettre en place une chaîne de valeur industrielle dans le pays autour de la filière maïs. L'objectif est aussi de soutenir le secteur privé à travers la formation des entreprises agricoles, de façon à ce qu'elles contribuent au développement du commerce inter-régional. Ce programme d'appui à la filière maïs pourrait être intégré dans la deuxième phase du Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II), lancé en mars 2017. Le PRCCE II est entièrement financé par l'UE à hauteur de 8 Mds FCFA (12,4 M EUR).

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : la plateforme pétrolière de Saltpond bientôt démantelée

Le démantèlement de la plus vieille plateforme ghanéenne de production de pétrole offshore, située dans le bassin de Saltpond à 65 miles d'Accra, a été annoncé par la Compagnie nationale ghanéenne de pétrole (*Ghana National Petroleum Company, GNPC*). Le programme des opérations doit être approuvé ce mois-ci par les ministres concernés. La phase de sélection par appel d'offres d'un opérateur chargé de ce démantèlement devrait ainsi débuter prochainement.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : lancement des travaux de construction d'une raffinerie par l'entreprise nigériane *Waltersmith Refining and Petrochemical Company Limited*

Située dans l'Etat d'Imo, la raffinerie devrait produire jusqu'à 5000 barils par jour (bpj) de carburants dès 2020. L'entreprise avait signé en juillet dernier un accord de facilité de crédit de 35 MUSD avec l'African finance corporation pour ce projet. En parallèle, la construction de la raffinerie financée par Aliko Dangote à Lagos, estimée à près de 14 Mds USD, se poursuit. La production devrait débuter d'ici 2022, et atteindre 650 000 bpj. La capacité de production dans le pays est de 445 000 bpj, mais n'était utilisée qu'à 50% en 2017. Le gouvernement souhaite transformer 70% de la production brute de pétrole sur le sol national d'ici 2030.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : engagement de *Shell* et *Equinor* pour l'exportation de gaz

Royal Dutch Shell Plc et *Equinor ASA* ont annoncé leur volonté de s'engager dans un projet qui permettra l'exportation de gaz naturel de Tanzanie. Depuis 2014, le projet d'une usine de gaz naturel liquéfié à Lindi, dans le sud du pays, d'une valeur de 30 Mds USD est en gestation. Les deux sociétés se sont montrées prêtes à s'engager dans ce projet. Equinor a déjà dépensé 2 Mds USD en exploration. La Tanzanie a récemment découvert des réserves de gaz estimées à 55 milliards de pieds cubes.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Dangote Cement obtient quatre permis de recherche pour le charbon**

Le Conseil des ministres a adopté la convention minière entre le Niger et la société *Dangote Cement Niger*, filiale nigérienne de la société appartenant au milliardaire nigérian Aliko Dangote, pour l'octroi de 4 permis de recherche de charbon et substances connexes dans les régions d'Agadez et de Tahoua. En contrepartie, *Dangote Cement Niger* s'engagerait à investir, dans les trois années suivant la signature de ces conventions, un montant minimum de 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR) pour chacun des permis.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : Zijing Heuchuang Science and Technology Development Co obtient 2 permis de recherche d'uranium**

Les deux permis, accordés à la société chinoise par le Conseil des ministres, sont situés au nord du Niger dans le département de Tchirozerine. Ils ont pour objet de mener toutes les activités nécessaires pour prouver l'existence de gisements d'uranium et de substances connexes. La société chinoise s'est engagée à investir près de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) dans les trois prochaines années.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : Trois permis de recherche aurifère pour la société Aid Energy Niger**

D'après la convention, l'entreprise *Aid Energy Niger* - dont le siège social est à Niamey - s'est engagée à investir dans les trois prochaines années 7,5 M EUR dans la recherche aurifère : un montant de 3 M EUR dans le cadre du permis « Kossa 1 », 2,3 M EUR pour « Kossa 2 » (tous deux à Tera dans la région de Tillabéry) et enfin, 3,2 M EUR pour « Dissilak 13 » (dans le département de Bilma, région d'Agadez).

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Cameroun : Altus cède à Canyon Resources le contrôle total du projet de bauxite Birsok**

Altus recevrait en échange de la cession jusqu'à 30 millions d'actions de Canyon et une redevance de 1,5 USD/tonne sur le projet Birsok. La compagnie porte ainsi son actionnariat dans Canyon à 38 millions d'actions qui se négocient actuellement à 0,10 dollar australien l'unité sur la Bourse ASX. La clôture de la transaction est prévue pour fin 2018. Le projet Birsok serait potentiellement très important compte tenu des teneurs élevées et des faibles impuretés du minerai et de la situation géographique du site localisé à proximité d'une ligne de chemin de fer en exploitation qui mène à la côte. Altus Strategies possède un portefeuille de projets d'exploration dans de nombreux pays du continent, notamment en Éthiopie, au Libéria et au Maroc.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la filière bois enregistre une perte de 17 Mds FCFA en deux ans

Une commission chargée d'inspecter le service de contrôle des produits forestiers à l'exportation dénonce dans un rapport le dysfonctionnement de cette structure, avec pour conséquence « le pillage éhonté » du bois par des sociétés forestières présentes dans le sud du pays. Les investigations menées par cette commission créée en juin ont permis de déceler une perte d'environ 17 Mds FCFA entre 2016 et 2017, en raison de recettes non-recouvrées et de pratiques frauduleuses des sociétés forestières, avec la complicité d'agents de l'Etat. Cette opération de contrôle, qui va s'étendre sur la partie nord du pays, vise à sécuriser les recettes générées par le secteur forestier dans un contexte de crise économique.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : les contours du secteur de l'énergie se précisent

Trois appels à manifestation d'intérêt sur la mise en concession de centrales hydroélectriques existantes ont été émis mi-octobre par le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique afin d'assurer leur développement et leur exploitation. Les sites concernés sont Djoué (15MW de capacité installée), Imboulou (120MW) et Moukoukoulou (74MW). Ces sites font partie des actifs d'Énergie électrique du Congo, une société de patrimoine nouvellement constituée en SA conformément aux règles OHADA. EDF serait pressenti pour en établir sa feuille de route de bonne gouvernance, voire être attributaire de sa gestion.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Ethiopie : inauguration de l'usine sucrière Omo Kuraz III

Le 14 octobre 2018, le Premier ministre éthiopien a inauguré – en présence du Président érythréen Isaias Afewerki – l'usine sucrière d'Omo Kuraz III (sud-ouest du pays). Construite par le Chinois *Complant* et financée par un prêt de 290 MUSD de la *China Development Bank*, elle assurera une production de 8 000-10 000 quintaux de sucre par jour. Cette sucrerie – la 8ème en Éthiopie – s'inscrit dans le projet de développement de la production de canne à sucre (100 000 ha) dans la vallée de l'Omo. Néanmoins, alors que l'Éthiopie ambitionne de produire annuellement 4,9 millions de tonnes d'ici 2020, les échecs des mégaprojets sucriers de l'entreprise d'État MetEC l'obligent à maintenir ses importations du sucre pour satisfaire la demande intérieure.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Ghana : AccorHotels pourrait ouvrir son premier établissement Pullman à Accra en 2021

Selon des informations du journal la Tribune, un accord aurait été signé entre AccorHotels et la société ghanéenne Inter-Afrique Holdings pour la construction d'un établissement Pullman à Accra d'ici 2021. Le groupe dispose déjà de trois autres hôtels dans la capitale ghanéenne: un Ibis, un Movenpick et la Villa Monticello, propriété du groupe sud-africain Montis, dont AccorHotels détient des parts majoritaires depuis avril 2018.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : ouverture fin octobre des nouveaux terminaux des aéroports d'Abuja et de Port Harcourt

Le secrétaire d'Etat à l'Aviation, Hadi Sirika, a également annoncé que les concessions pour ces aéroports seraient attribuées au secteur privé pour des durées allant de 20 à 30 ans au maximum. Pour rappel, le Nigéria avait obtenu en 2013 une facilité de 500 MUSD de l'*EXIM Bank of China* ainsi qu'un complément de contrepartie de 100 MUSD pour la construction de ces terminaux, et de ceux des aéroports de Lagos et Kano. Autre nouvelle du secteur, le gouvernement fédéral commencera prochainement le versement de 50% des 45,3 Mds NGN (107,4 MEUR) de droits réclamés par les anciens travailleurs de la Nigeria Airways Limited, le transporteur national historique mis en liquidation en 2003.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Dire Dawa dans le viseur de DP World

Suite à la décision historique du gouvernement éthiopien d'autoriser les investissements privés minoritaires dans le secteur de la logistique (annoncée en septembre 2018), l'émirati *DP World* envisage de développer des installations logistiques à Dire Dawa, deuxième plus grande ville d'Éthiopie, qui disposera par ailleurs prochainement d'un parc industriel. Les Émirats arabes unis, intéressés par la mise en place d'un corridor routier entre le port de Berbera au Somaliland – dont *DP World* détient 51% des parts – et Dire Dawa, ont annoncé leur volonté de participer au financement de la portion de route côté somalien (90 MUSD).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : inauguration des hôtels Onomo et Kaloum

Le Président Alpha Condé a procédé, le 4 octobre dernier, à l'inauguration des hôtels Onomo (3 étoiles) et Kaloum (5 étoiles) à Conakry. L'hôtel Onomo comporte 128 chambres, 26 appartements, un jardin et une navette gratuite pour l'aéroport. Selon Souna Nodjitan, le directeur de l'établissement, l'investissement est estimé à 23 M EUR, entièrement supporté par le groupe éponyme détenu par Batipart, holding de la famille Ruggieri (85ème fortune de France). Quant à l'hôtel Kaloum, situé en face de la Banque centrale de Guinée, il dispose de 265 chambres, 36 appartements et 7 salles multifonctionnelles. L'investissement a coûté 100 M USD, entièrement financé par des investisseurs chinois.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : attribution de licences 4G

Le régulateur mauritanien des télécommunications vient de lancer un appel d'offre pour l'attribution de nouvelles licences pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques. Le nombre maximal de licences susceptibles d'être attribuées au terme de l'appel d'offres est de quatre dont trois sont réservées aux opérateurs disposant déjà d'une licence 2G/3G en Mauritanie et une dite « globale 2G/3G/4G » destinée à un nouvel opérateur. Trois compagnies exploitent actuellement les réseaux et services de communications électroniques en Mauritanie : Mauritel, Mattel et Chinguetti. La date limite de réception des offres est fixée au 5 décembre 2018.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : *Overland Airways* lance ses activités à Niamey

La compagnie nigériane a ouvert une liaison entre Lagos au Nigéria, Cotonou au Bénin et Niamey, la capitale nigérienne. *Overland Airways* a commencé à avoir des lignes hors du Nigéria en août dernier. Après Cotonou et Niamey, elle envisage pour le futur d'élargir son intervention à Accra au Ghana et à N'djamena au Tchad. Lancée en 2002, la compagnie *Overland Airways* dispose aujourd'hui d'une flotte de huit avions et est en négociations pour l'acquisition de deux autres appareils avant la fin de l'année.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Cameroun : une startup permet à la CBC de lancer les premiers guichets automatiques de banque recevant des dépôts en cash

La *Commercial Bank of Cameroon* (CBC) vient de mettre en service dans son agence de Kribi le premier guichet automatique de banque (GAB) permettant d'effectuer des dépôts en espèces. La startup *Iwomi Technologies*, à la conception de cette innovation, est basée à Douala et est spécialisée dans la fourniture au grand public et aux institutions financières de solutions bancaires et financières.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : Airtel baisse drastiquement les prix de ses forfaits internet

Un des deux principaux opérateurs téléphoniques du Tchad, Airtel-Tchad, a lancé le 5 octobre de nouvelles offres de forfaits internet, qui conduisent à une division des prix par dix. Le prix du gigaoctet passe ainsi de 12 500 FCFA à 1 500 FCFA. En 2015, le Tchad était classé 174^{ème} sur 176 par l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'indice de développement des technologies de l'information et de la communication.

✉ couleaudc@afd.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : perte de 100 M EUR pour la compagnie Air Côte d'Ivoire au cours des 5 dernières années

En cumulé, à fin 2017, la compagnie aérienne Air Côte d'Ivoire est déficitaire de près de 65 Mds de FCFA (100 M EUR) sur les 5 dernières années. Ces pertes s'expliquent par la hausse du prix du pétrole qui a presque triplé depuis début 2016. En outre, la compagnie a acquis cinq A320neo, dont deux sont arrivés en juillet et novembre 2017. Air Côte d'Ivoire souhaite rétablir son équilibre financier en 2019. La compagnie est détenue à 58% par l'État ivoirien, à 23% par le groupe privé ivoirien Goldenrod, à 11% par Air France et à 8% par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : le projet de fusion bancaire UTB-BTCI avorté

Les deux banques publiques sous-capitalisées, UTB et BTCI, devaient être fusionnées à fin décembre 2017 sur la base des recommandations du programme FMI en cours (2017-2019), en vue d'assainir le secteur bancaire. Il s'agissait d'une fusion-absorption de la BTCI par l'UTB, dont le coût de la restructuration pour l'Etat représentait 1,5% du PIB (64 M EUR), avec la mise en place d'un nouveau plan d'affaires et d'un département dédié aux créances douteuses (45% pour l'UTB, et 33% pour la BTCI), avant que la nouvelle entité ne soit vendue à un investisseur privé. Le gouvernement vient finalement de décider d'abandonner cette option, en donnant son accord pour la privatisation, sans restructuration préalable, des deux banques publiques.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : la holding TOGOCOM ouvre son capital aux opérateurs privés

La holding Togocom (Togolaise des communications électroniques), créée par décret en juillet 2017 et initialement dotée d'un capital de 1 Md FCFA (1,5 M EUR) exclusivement détenue par l'Etat togolais, est la garante et responsable de la performance des deux sociétés d'Etat : Togo Télécom (téléphonie et internet fixes) et Togo cellulaire (téléphonie et internet mobiles). La structure est opérationnelle depuis janvier 2018. Le gouvernement vient d'autoriser l'ouverture du capital de la holding au secteur privé, afin d'accroître sa capacité de financement et de consolider ses activités. Aucune mention n'a été faite du plafond des prises de participations cumulées du privé, l'Etat devant théoriquement rester majoritaire.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le Port autonome de Brazzaville augmente ses tarifs

Faisant face à une situation financière difficile, due notamment à la baisse des activités portuaires et à l'arrêt du Chemin de fer Congo océan (CFCO), le Port autonome de Brazzaville a augmenté les tarifs de son domaine portuaire. Le nouveau plan tarifaire concerne ses entrepôts, son terre-plein, les marchandises en transit ainsi que ses 22 boxes loués aux commerçants. Ces derniers contestent l'augmentation du loyer, qui est passé de 24 000 FCFA à 36 000 FCFA, et déplorent les mauvaises conditions d'hygiène qui ne justifient pas cette hausse. Le Port autonome de Brazzaville cherche un moyen d'apurer ses dettes fiscale et sociale qui s'élèvent respectivement à plus de 4 Mds FCFA et 1,2 Mds FCFA.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Afrique du Sud : Nomination de M. Tito Mboweni au poste de ministre des Finances

Le 9 octobre, le président Cyril Ramaphosa a accepté la démission du ministre des Finances Nhlanhla Nene, en poste depuis huit mois. Ce dernier a demandé à être relevé de ses fonctions suite à la révélation, lors de son audition par la commission d'enquête judiciaire Zondo, de rencontres répétées avec la famille des Guptas en 2015, alors qu'il occupait déjà la poste de ministre des Finances – et qu'il avait toujours nié l'existence de ces rencontres. Il a été remplacé par Tito Mboweni, premier ministre du Travail de Nelson Mandela et ex-gouverneur de la Banque centrale. Les opérateurs économiques semblent avoir bien réagi à l'annonce du choix du nouveau ministre des Finances, en témoigne l'appréciation du rand depuis sa nomination.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : formation d'HEC Paris pour des fonctionnaires ivoiriens

250 agents de différentes administrations ivoiriennes ont bénéficié d'une formation dans le cadre du « Projet Cap 2020 ». L'objectif était de renforcer les capacités managériales des dirigeants de l'administration. La formation est assurée par HEC Paris sur la base d'un contrat signé en 2017 avec l'Etat de la Côte d'Ivoire.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : ouverture prévue d'une ambassade de République tchèque

La République tchèque ouvrira une ambassade au Mali le 1er janvier 2019. L'action de la nouvelle représentation diplomatique doit contribuer au renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de la sécurité et de la défense (stabilisation du Sahel) et au développement économique du pays.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Jean-Claude Tchatchouang désigné administrateur du groupe Afrique II de la Banque Mondiale

Le nouvel administrateur a été présenté au terme de la rencontre des gouverneurs dans le cadre des assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale en fin de semaine dernière.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

